

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 21 MARS 2016

SOMMAIRE

- 1) Des indicateurs en très légère hausse
- 2) Une analyse pertinente
- 3) Valls de plus en plus seul
- 4) Et si les banques distribuaient de...
- 5) " L'avocat des crapules "

Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Ceux qui disent que l'économie française est malade sont des malades !"





Donald Hebert
Journaliste

L'économie française affiche des indicateurs très encourageants, d'après le dernier rapport de l'Insee. Analyse d'Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques.

Redémarrages de l'activité, de l'investissement des entreprises, de la consommation... L'Insee prévoit même cette année une baisse du chômage ! Assiste-t-on à la reprise tant attendue ?

- L'économie se met à créer plus d'emplois qu'elle n'en détruit. L'investissement a redémarré en 2015, et cela devrait se confirmer cette année. Il ne s'agit pas d'une reprise franche, car le chômage va diminuer faiblement. Mais on peut parler de reprise.

A quoi est-elle due ?

- La baisse du prix du pétrole, véritable contre-choc pétrolier, a eu un effet important sur la consommation des Français. Grâce à ce phénomène mondial, les ménages ont récupéré une marge dans leur pouvoir d'achat, qu'ils ont pu dépenser ailleurs. Et la bonne nouvelle, c'est que ça se traduit par une hausse de la production sur le territoire. Cela signifie qu'il y avait des capacités de production inexploitées et que l'on peut encore produire en France.

Est-ce le résultat du Pacte de responsabilité de François Hollande : 40 milliards d'euros par an versés aux entreprises ?

- Cette politique consiste à redonner de la compétitivité aux entreprises françaises par rapport à leurs concurrentes, pour qu'elles gagnent davantage de parts de marché et génèrent davantage d'activité. Si la reprise ne venait que de cela, on constaterait une hausse significative des exportations. Or, la balance commerciale a plutôt eu tendance à pencher du côté des importations en 2015.

Est-ce l'effet d'une politique de soutien aux entreprises combinée à une hausse de la consommation ?

- La politique menée par l'exécutif consiste à financer 40 milliards d'euros d'aides aux

entreprises via des impôts ciblés essentiellement sur les ménages. On voit qu'elle a eu un impact récessif à court terme, parce qu'elle a pesé sur la demande, et un impact positif à long terme. Il aurait mieux valu l'assumer publiquement, ou, au contraire, soutenir davantage les ménages pendant qu'on reconstruisait l'offre.

Si le gouvernement a d'abord soutenu les entreprises, n'est-ce pas parce que cette politique met du temps à produire ses effets sur l'économie ?

- Si, c'est certain. Il faut aussi remettre cette politique dans le contexte budgétaire : la France, en accord avec l'Union européenne, s'était fixé des objectifs de déficits publics ambitieux il y a quatre ans. Et même s'ils ont été revus à la baisse, ce que l'on constate aujourd'hui est intéressant : la France est en avance ! Elle devait avoir des déficits équivalents à 3,8% de son produit intérieur brut (PIB) en 2015, ils seront autour de 3,5%. Cela représente une marge de 6 milliards d'euros. Une sorte de "cagnotte", même si ce terme est à utiliser avec précaution à ce niveau de déficits.

Que faut-il faire avec cette "cagnotte" : réduire les déficits publics plus rapidement ou soutenir la demande ?

- C'est le dilemme du gouvernement aujourd'hui. Le dégel du point d'indice accordé aux fonctionnaires va coûter 2,4 milliards d'euros. S'il ne veut pas utiliser cette cagnotte, il faut qu'il trouve cette somme ailleurs.

- S'il dépense une partie de ces 6 milliards d'euros, cet argent permettra de réduire les dépenses sociales et d'augmenter les recettes fiscales. En soutenant la consommation, alors que les aides aux entreprises produisent leurs effets, il pourra aussi réduire plus rapidement les déficits.

Comment expliquer que la réduction des déficits publics est plus rapide que prévue ?

- Je pense qu'il y a davantage de croissance que ce qu'indiquent les chiffres pour l'instant. L'Insee a enregistré la création de 158.000 emplois en 2015. Cela correspond à une croissance du PIB supérieure à 1,2%. Davantage de croissance se traduit par une réduction des déficits publics plus rapide.

L'inversion durable de la courbe du chômage va-t-elle se produire cette année ?

- Oui, il va y avoir une baisse, faible, mais réelle. Les chiffres d'Eurostat donnent un taux de chômage en baisse depuis août 2015. L'Insee pense que cette baisse va se poursuivre en 2016 et on sera à 9,6% de chômage fin 2017. Cela reste élevé.

Comment interpréter les résultats de l'économie française par rapport à nos voisins européens ?

- Aujourd'hui, le PIB français est 2,5 points au-dessus du niveau d'avant la crise. En Allemagne, il est 4 points au-dessus, au Royaume-Uni aussi. L'Espagne et l'Italie se situent plutôt 6 points au-dessous. Il est normal que l'Espagne et l'Italie ait des taux de croissance supérieurs, car ils partent de plus loin. Ceux qui disent que l'économie française est malade, ce sont eux, les malades !

En Italie, la croissance en 2015 était moindre, mais pourtant le chômage a reculé. Pourquoi pas en France ?

- Avec le même nombre d'emploi, la croissance augmente à la vitesse de la productivité. Or, cette productivité est faible en Italie. Autrement dit, dès qu'il y a un peu de croissance, il faut embaucher pour produire. En France, il faut que l'activité soit plus importante pour commencer à créer des emplois. Mais pas de regrets : la productivité est signe de santé à long terme.

Entre la Chine, le pétrole, les pays émergents, les bourses, l'économie mondiale ne semble pas en forme. Comment expliquer que la France se redresse maintenant ?

- L'effondrement des prix du pétrole a, certes, un impact sur le secteur de l'énergie, mais comme la France est importatrice de pétrole, elle y gagne quand même.
- Les effets de la Bourse sont moins importants que dans les pays anglo-saxons parce que les Français placent moins leur épargne davantage dans les assurances-vie ou l'immobilier. Et historiquement, les entreprises françaises se financent auprès des banques, pas directement sur les marchés financiers. Dans l'ensemble, les entreprises françaises exportent beaucoup dans l'Union européenne, qui est en phase de petite reprise, ce qui les rend un peu moins sensibles aux difficultés des pays émergents.

Enfin, nous récupérons le retard que, depuis la crise de 2008, nous avons accumulé en raison de notre politique budgétaire serrée. Si nous récupérons l'intégralité cette année, nous serions à 3,7% de croissance. Si cela se produit pendant 5 ans, nous serons à 1,7% chaque année. Dans 7 ans, nous serons à 7,5% de chômage. C'est encore trop.

Comment accélérer la baisse du chômage ?

- Il y a deux moyens : la flexibilité du marché du travail et une politique d'investissements public et privé coordonnée au niveau européen. Le problème est qu'on n'a la main que sur la première en France, et que si on met en œuvre la flexibilité sans une politique européenne coordonnée, cela peut faire plus de mal que de bien.

nouvelobs.com

II) L'avant projet de la loi Travail...

Tribune de Liêm Hoang Ngoc publiée dans Politis

L'avant projet de la loi Travail s'ordonne autour de la mise en cause des 35 heures, du plafonnement des indemnités prud'homales et de l'extension du champ du licenciement économique. Elle n'instaure pas le contrat de travail unique, mais n'en poursuit pas moins l'objectif d'accroître la flexibilité du marché du travail.

L'argument « café du commerce » est le suivant : en facilitant leur divorce, on faciliterait forcément le nombre de mariages entre employeurs et salariés ! Dans les comparaisons internationales faites par l'OCDE, aucun lien entre la législation protectrice de l'emploi et les performances macroéconomiques n'est pourtant réellement avéré. Alors à quoi sert donc la loi Travail ?

Celle-ci prétend compléter l'arsenal des mesures encourageant « l'offre » et inaugurées par le Crédit d'Impôt-Compétitivité-Emploi (CICE), dont l'objectif était de restaurer le taux de marge des entreprises, qui s'était réduit de 3 points après la crise de 2008. Cette baisse n'est en aucun cas liée à une quelconque tension sur les salaires,

gelés dans le secteur public comme dans le secteur privé, ni dans un relèvement intempestif des cotisations patronales. Elle est liée à... une chute de la demande, entraînant une baisse du chiffre d'affaire des entreprises.

A masse salariale inchangée, le taux de marge baisse dans ce cas mécaniquement parce que la productivité se détériore à court terme. Il se redresse automatiquement lorsque l'activité des entreprises redémarre.

Ce phénomène est désigné en macroéconomie par le terme de cycle de productivité. Il est possible de réduire, voire de supprimer ce cycle au cours duquel le taux de marge fluctue, en « adaptant la main d'œuvre effective à la main d'œuvre désirée », dit-on, autrement dit en favorisant le divorce lorsque l'argent ne rentre plus, en bas du cycle économique.

Tel est le véritable mobile des mesures réclamées par le MEDEF : maintenir constante, en toute circonstance, la part des profits dans la valeur ajoutée. Comme si le CICE, grâce auquel la part des profits a retrouvé son niveau d'avant la crise, ne suffisait pas.

La nouvelle définition du licenciement économique, permis en cas de « baisse durable de l'activité de l'entreprise », illustre ce motif de la loi Travail. Le plafonnement des indemnités prud'homales décomplexera les employeurs de se séparer de leurs « moutons noirs » en période de mauvaise conjoncture.

Enfin, la baisse de la majoration des heures supplémentaires (de 25 à 10%), rendue possible par la négociation d'entreprise, réduira le coût du travail au-delà de 35 heures. La loi Travail confirme la volonté de l'exécutif de saper le principe de faveur hiérarchique, pilier de notre système de relations professionnelles, par lequel un accord d'entreprise doit nécessairement être plus favorable au salarié que la norme fixée par la loi ou à l'échelon supérieur.

Le seul résultat tangible de la politique de l'offre est la baisse de la part affectée à la rémunération de la force de travail. Rien ne dit qu'elle engendrera une reprise dans le cycle et l'inversion attendue de la courbe du chômage...

Il faudrait pour cela que les profits d'aujourd'hui soient les investissements de demain et les emplois d'après-demain !



Liêm Hoàng-Ngoc, est un économiste et homme politique français, membre de la Nouvelle Gauche socialiste.
Photo: liberation.fr

III) Valls de plus en plus isolé à gauche

Julia Hamlaoui



Photo via Twitter

Toutes les formations de gauche qui contestent la loi étaient aux côtés des manifestants jeudi.

« La vraie démocratie, elle est ici ! », scandaient les jeunes dans la manifestation parisienne jeudi. Et ils n'étaient pas les seuls à le penser, alors que le gouvernement a fait la preuve qu'il est tenté de la passer définitivement à la trappe. « On nous a volé notre alternance en 2012. Premier mandat de Sarkozy, on annonce vouloir mettre fin aux 35 heures. Deuxième mandat de Sarkozy, on déplaçonne les heures supplémentaires, on met fin à leur majoration », a lancé, place de la République, Julien Bayou, le porte-parole d'Europe Écologie-les Verts (EELV), assimilant sciemment le quinquennat de François Hollande à celui de son prédécesseur. Comme une partie du

PS, sa formation reste, malgré la nouvelle mouture, vent debout contre le projet de loi El Khomri.

« Il faut retirer ce texte »

Plus que jamais opposées aux choix du gouvernement, les formations du Front de gauche étaient également présentes tout au long du cortège. « C'est un démenti cinglant à la tentative de Valls de désamorcer le mouvement avec quelques aménagements qui ne changent rien au fond de la loi », a affirmé le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, pour qui « il faut retirer ce texte et ouvrir un débat sur une véritable sécurisation de l'emploi et de la formation ». « Le gouvernement a pratiqué une vieille ruse de guerre : faire semblant d'avoir délesté (son projet) de manière à créer le doute et à essayer de diviser. Cette journée, avec des établissements scolaires plus mobilisés, montre que cela n'a pas marché », a souligné de son côté Jean-Luc Mélenchon, fondateur du Parti de gauche (PG), qui a essuyé à son corps défendant un jet d'œufs dans le défilé.

Tous se sont donc retrouvés dans la rue jeudi, mais le débat en cours à gauche en vue de 2017 n'est pas réglé pour autant. Si Jean-Luc Mélenchon juge que « ce mouvement change tout, c'est le printemps dans la politique », Éric Coquerel, le coordinateur du PG qui soutient la candidature du député européen à la présidentielle, assure qu'une telle mobilisation « justifie d'autant plus d'arrêter de discuter de primaires avec des représentants du PS qui approuvent le gouvernement et de se préparer sérieusement pour la suite ». Quand Julien Bayou estime, au contraire, que ce mouvement « accroît la légitimité d'un débat sur la primaire, ou, en tout cas, sur le fait que Hollande n'est pas le candidat légitime ». « Parmi tous ceux qui désapprouvent ce projet, on trouve des forces de tout l'arc de la gauche, c'est évidemment avec toutes celles-là qu'il faut construire une alternative sans que personne ne puisse prétendre les diriger à lui seul », estime pour sa part Pierre Laurent.

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Et si les banques centrales distribuait de l'argent au peuple?

Les politiques des banques centrales montrent leurs limites. Des économistes proposent une solution simple: donner de l'argent à la population, pour relancer la consommation

Imaginons qu'un banquier central monte dans un hélicoptère rempli de billets de banque et survole tout un pays en arrosant la population d'argent. L'idée vient de l'économiste américain Milton Friedman: à la fin des années 1960, face à une économie en panne, il estimait que les gens se précipiteraient sur ces petites coupures et, voyant cela comme une opportunité unique, se mettraient immédiatement à les dépenser, stimulant la croissance et relançant l'inflation.

Utopiste? Pas tant que cela. Et surtout d'actualité, puisqu'un nombre croissant d'économistes soufflent cette idée aux banques centrales. Interrogé sur l'éventualité de faire décoller un tel «hélicoptère à argent» pour sortir la zone euro du marasme, Mario Draghi a jugé le concept «très intéressant» lors de sa dernière conférence de presse, la semaine dernière.

«Nous n'avons pas vraiment pensé ou discuté de l'helicopter money, a admis le président de la Banque centrale européenne (BCE). En précisant toutefois: «C'est un concept très intéressant qui est maintenant débattu par des économistes, des académiciens dans des environnements différents.»

Une idée encore mal définie

Complexe, encore mal définie, selon l'Italien, l'idée fait un nombre croissant d'adeptes de tous bords. Dans l'esprit de la plupart d'entre eux, elle est relativement simple: et si les banquiers centraux, au lieu de soutenir les banques en leur rachetant des dettes et en les inondant de liquidité, distribuait de l'argent aux citoyens?

Un débat sur les alternatives à la politique monétaire actuelle doit avoir lieu, expliquait tout récemment l'un des chroniqueurs vedettes du Financial Times, Wolfgang Münchau. Et il doit commencer par l'aveu suivant: la politique de «QE» est un échec. Ce terme (qui signifie quantitative easing ou assouplissement quantitatif), désigne les mesures non

conventionnelles prises par les banques centrales pour lutter contre la crise financière de 2008 et ses suites.

En Europe, comme au Japon et aux États-Unis, ces institutions ont injecté des centaines de milliards de dollars, d'euros ou de yens pour relancer l'économie, éviter la déflation et empêcher un assèchement du système financier. Sans parvenir à ranimer durablement la croissance. A partir de ce constat d'échec, que partagent toujours plus d'économistes, Wolfgang Münchau estime que les banques centrales doivent trouver d'autres pistes, dont celle de créer et de distribuer de la monnaie aux citoyens.

«Il faut imaginer de nouvelles solutions»

L'organisation «QE for the people», qui regroupe des associations européennes et des économistes, ne défend pas autre chose. «De plus en plus de gens prennent conscience que nous sommes dans une impasse et qu'il faut imaginer de nouvelles solutions. Le rôle de notre campagne est de les étudier et de les promouvoir», explique Stan Jourdan, responsable de la campagne.

«Les politiques des banques centrales ont peu d'effet sur la croissance et l'inflation, surtout si l'on considère les montants exceptionnels qu'elles mettent à disposition», ajoute Michaël Malquarti, directeur adjoint chez Syz Asset Management à Genève, et principal promoteur de l'idée de distribuer de l'argent à la population en Suisse.

Cette absence d'effet des politiques monétaires est d'autant plus regrettable que, selon Michael Malquarti, «elles comportent des risques très importants. Prenez la Suisse: avec des taux à court et à long terme aussi bas, la Banque nationale suisse incite à emprunter pour devenir propriétaire. Or cela commence à poser des problèmes sur le marché immobilier qui montre des signes de surchauffe».

Les politiques des banques centrales créent des risques de mauvaise allocation des ressources et, potentiellement, les germes d'une nouvelle crise.

Et ce que l'on voit en Suisse s'observe dans d'autres marchés en Europe: «Les politiques des banques centrales créent des risques de mauvaise allocation des ressources et, potentiellement, les germes d'une nouvelle crise», prévient l'expert, qui suggère à la BNS de distribuer ce qu'il appelle une «ration monétaire» aux Suisses. Mais

contactée, la banque centrale helvétique estime que «cette question se situe hors de notre mandat légal. Nous ne voulons donc pas prendre position.»

Autre économiste à défendre l'idée en Suisse, Sergio Rossi, professeur à Fribourg, met pourtant un bémol: «La distribution d'une ration monétaire en Suisse n'affaiblirait pas le taux de change du franc (le problème auquel elle est censée s'attaquer), mais en distribuer aux foyers européens permettrait de redémarrer l'économie de la zone euro.»

Si le constat de l'impuissance des banques centrales est partagé, reste une question: oseront-elles franchir le pas d'une distribution d'argent à la population? On en est encore très loin. Mais l'idée commence à faire son chemin.

Quatre partisans détaillent leurs arguments

«1000 francs par année et par personne»: Michaël Malquarti, directeur adjoint, Syz Asset Management

En Suisse, c'est Michaël Malquarti qui porte l'idée de distribuer de l'argent aux citoyens pour relancer l'inflation. Ce spécialiste, directeur adjoint, responsable de la sélection de gérants, chez Syz Asset Management à Genève est soutenu par Jean-Marc Probst, président de la faïtière Commerce Suisse, et dit avoir déjà eu des contacts avec des économistes et des politiciens.

Michaël Malquarti propose que la Banque nationale suisse (BNS) crée de l'argent et utilise le canal de l'assurance maladie pour arroser la population qui bénéficierait ainsi d'un rabais de sa prime. «On le fait déjà pour la redistribution du produit de la taxe sur le CO2. C'est simple, éprouvé et peu coûteux», assure-t-il. Le spécialiste a également calculé les montants qui pourraient être adéquats, soit environ 1,5% du PIB ou 1 à 2% de la masse monétaire. «Cela équivaudrait à environ 1000 francs par personne et par année», explique-t-il. Donc bien moins que les achats de devises effectués par la BNS pour affaiblir le franc ces dernières années. En fonction des résultats de cette politique, l'institution pourrait décider de continuer ou non, à un rythme plus ou moins élevé.

**«Il y a un an, on nous prenait pour des fous»:
Stan Jourdan, coordinateur de la campagne
«QE for the people»**

Stan Jourdan est le coordinateur de l'initiative «QE for the people» (assouplissement quantitatif pour la population), lancée en novembre avec le think tank britannique Positive Money. Des organisations de plusieurs pays européens font partie de la campagne, par ailleurs soutenue par plus d'une centaine d'économistes. En Suisse, le professeur Sergio Rossi, à Fribourg, en fait partie.

Pour Stan Jourdan, qui avait déjà organisé une campagne pour le revenu inconditionnel de base, «il y a un an, quand on a commencé à parler de cette idée, on nous prenait pour des fous. Maintenant, beaucoup d'experts se rendent compte que le «QE» ne fonctionne pas et qu'il faut penser à autre chose.» L'organisation n'a pas de plan de «QE for the people» prêt à l'emploi. «Nous regroupons plusieurs organisations qui ont des propositions différentes. Certaines prônent un «green QE» qui nous aiderait dans la transition énergétique, d'autres parlent de distribuer de l'argent aux citoyens pour relancer la consommation ou financer des investissements. Cela peut être complémentaire», explique Stan Jourdan, qui a interprété les paroles de Mario Draghi jeudi dernier comme un signal encourageant.

«Les marchés détesteraient. Mais qui s'en soucie?» : Wolfgang Münchau, directeur d'Eurointelligence et chroniqueur au Financial Times

Dans une chronique publiée dans le Financial Times, juste avant la réunion de la BCE, Wolfgang Münchau a jugé que l'institution devait se montrer «plus audacieuse». Dressant une liste de mesures possibles, ce journaliste allemand très écouté, directeur d'Eurointelligence, un site d'information et d'analyses sur l'économie européenne, a conclu par sa préférée: un «lancer d'hélicoptère». «Si la BCE se mettait à distribuer, disons, 3000 milliards, ou 10'000 euros par citoyen au cours des cinq prochaines années, cela réglerait très bien le problème de l'inflation. Une telle politique contournerait les gouvernements et le secteur financier. Les marchés détesteraient cela. Ils n'ont rien à y gagner. Mais qui s'en soucie?»

Il avait déjà évoqué cette piste en octobre, considérant que la situation n'était pas assez

grave pour que la BCE prenne en considération cette «option nucléaire». Il n'est pas seul au «FT» à défendre cette idée. Parmi les autres chroniqueurs vedettes du quotidien de la City, Martin Wolf a aussi signalé sa préférence pour une telle mesure, parmi les choix possibles qu'il reste à la BCE.

«La BCE distribue déjà de l'argent à la population»: Patrick Artus, chef économiste, banque Natixis

L'idée est «intéressante». Mais ce n'est qu'un artifice comptable. Car, en réalité, la Banque centrale européenne (BCE) fait déjà du «QE for the people», assure l'économiste français Patrick Artus. «Les gouvernements s'endettent presque uniquement pour financer les dépenses sociales, le service de la dette ayant diminué, et ils ne font presque plus d'investissement public. Or, qui rachète la dette des Etats? La BCE.» Pour le responsable de la recherche économique de la banque Natixis, c'est un peu comme si l'institution payait directement l'assurance maladie des Français. «Pour beaucoup, la BCE n'aide que les banques avec ses plans de «QE», mais ce n'est pas vrai», soutient l'économiste.

Si la BCE se mettait à distribuer elle-même de l'argent, cela reviendrait à un jeu d'écriture comptable, poursuit l'économiste. Une manière de déplacer le trou éventuel dans un bilan. Mais qui ne changerait rien. En effet, si un Etat s'endette, la banque centrale vient à son secours. Et si la banque centrale doit être recapitalisée, ce sont les Etats qui s'en chargent. De même, quand elle fait des bénéfices, elle les redistribue aux Etats.



Mathilde Farine @mathildefarine
Cheffe de la rubrique Economie & Finance

LE TEMPS

letemps.ch

V) Qui est Sven Mary, "l'avocat des crapules" défenseur de Salah Abdeslam?

Par L'EXPRESS.fr avec AFP



Sven Mary à son arrivée au siège de la police judiciaire fédérale à Bruxelles le 19 mars 2016.afp.com/THIERRY MONASSE

Agé de quarante-trois ans, l'avocat choisi par Salah Abdeslam, Sven Mary, a l'habitude de défendre des cas difficiles. Pour l'instant, il joue la carte de la fierté belge offensée par les demandes françaises.

Il s'était porté volontaire, et il a été retenu. Mais avait-il seulement des concurrents? **En décembre dernier dans le journal belge Le Soir**, l'avocat Sven Mary se disait "écoeuré" par "l'arbitraire et l'abus de pouvoir" déployés par la Belgique dans la traque de **Salah Abdeslam**, l'homme-clé des attentats de Paris. Contacté par des proches après **l'arrestation de ce dernier à Moleenbeck, comme il l'a raconté à L'Express**, il est désormais son défenseur.

"Je ne suis pas trop aimé, je m'en contrefous"

Ce quadragénaire flamand aux yeux bleus et au crâne rasé, parfaitement francophone, est "l'un des dix meilleurs avocats pénalistes" de Bruxelles, selon le quotidien La Capitale. A la tête du cabinet Buisseret & Mary avec son épouse, il a déjà défendu le chef du groupuscule salafiste

Sharia4Belgium Fouad Belkacem, Marc Lelièvre, un complice de Marc Dutroux, et plusieurs figures du grand banditisme belge. A la question "Etes-vous l'avocat des crapules?" **que lui pose Le Soir en 2012**, il répond: "Je ne suis pas trop aimé, je m'en contrefous : ce n'est pas mon rôle." Il y a gagné un surnom, "l'avocat des crapules".

Ce père de famille assume son nouveau client. "J'ai choisi mon métier et ma spécialité et j'assume. **Les attentats parisiens** m'ont révolté et j'ai des idées personnelles au sujet du djihadisme qu'on ne m'enlèvera pas de la tête. Mais mon mandat est de défendre les personnes qui me demandent de le faire", **explique Sven Mary à La Libre Belgique**. Mais il s'inquiète pour ses proches: "Il faut absolument que les gens fassent la part des choses. Je leur demande ne pas faire d'amalgame. Je ne le demande pas pour moi mais pour mon entourage, ma femme et mes enfants, qui n'ont pas à souffrir de mes activités. Il faut que cela cesse."

"Tout avocat, s'il a un peu de fierté, est procédurier"

Pas question de défendre de djihadisme, par question non plus de couvrir des mensonges. Pour L'Express Sven Mary a posé une condition: que Salah Abdelslam ne nie pas sa présence à Paris le 13 novembre. Une ligne que le Français d'origine marocaine de 26 ans **a suivie lors de son premier interrogatoire.**

Mais face à la justice française, l'avocat se montre à la hauteur de sa réputation d'intraitable procédurier. "J'aime le droit. Les règles de procédures sont capitales. Tout avocat, s'il a un peu de fierté, est par définition procédurier", **a-t-il assuré au quotidien De Standaard.** Me Mary s'oppose donc à la remise de Salah Abdeslam à la France et a annoncé qu'il allait porter plainte pour violation du secret de l'instruction contre le procureur de Paris, François Molins.

"A un moment, il faut arrêter de s'agenouiller, de vivre sur ce sentiment de culpabilité qu'on semble avoir en Belgique, vis-à-vis de la France, depuis les attentats. On a l'impression qu'il suffit qu'elle claque des doigts... Il faut d'abord balayer sur son propre trottoir avant d'aller sur celui d'un autre", **a-t-il lancé dans une interview au quotidien La Dernière Heure.** En faisant vibrer la corde de la fierté belge, il est sûr de faire franchir les frontières à sa réputation.

lexpress.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

